

76/2016 - 21 avril 2016

Transmission des données du déficit et de la dette pour 2015 - 1<sup>ère</sup> notification

## Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 2,1% et 2,4% du PIB

Dette publique à 90,7% et 85,2%

Le déficit ainsi que la dette publique se sont réduits en termes relatifs en 2015 par rapport à 2014, tant dans la **zone euro** (ZE19) que dans l'**UE28**. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la **zone euro**, passant de 2,6% en 2014 à 2,1% en 2015, ainsi que dans l'**UE28**, de 3,0% à 2,4%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a reculé dans la **zone euro**, passant de 92,0% à la fin de l'année 2014 à 90,7% à la fin de l'année 2015, ainsi que dans l'**UE28**, de 86,8% à 85,2%.

Dans ce communiqué de presse, **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, fournit les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, sur la base des chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la première notification de 2016 pour les années 2012 à 2015, dans le cadre de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE). Cette notification est fondée sur le système des comptes nationaux SEC 2010. Ce communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques.

		2012	2013	2014	2015
<b>Zone euro (ZE19)</b>					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	9 833 797	9 930 485	10 113 913	10 413 302
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-359 793	-295 592	-261 483	-215 238
	(% du PIB)	-3,7	-3,0	-2,6	-2,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,7	49,6	49,3	48,6
Recettes publiques	(% du PIB)	46,1	46,6	46,8	46,6
Dette publique	(millions euro)	8 785 570	9 046 774	9 307 327	9 440 246
	(% du PIB)	89,3	91,1	92,0	90,7
<b>UE28</b>					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	13 431 757	13 546 828	13 965 269	14 641 568
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-572 645	-445 141	-416 199	-351 561
	(% du PIB)	-4,3	-3,3	-3,0	-2,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,0	48,6	48,2	47,4
Recettes publiques	(% du PIB)	44,8	45,4	45,2	45,0
Dette publique	(millions euro)	11 249 372	11 584 141	12 117 027	12 477 670
	(% du PIB)	83,8	85,5	86,8	85,2

En 2015, le **Luxembourg** (+1,2%), l'**Allemagne** (+0,7%) et l'**Estonie** (+0,4%) ont affiché un excédent public, alors que la **Suède** (0,0%) avait un solde budgétaire à l'équilibre. Les déficits publics les plus faibles, par rapport au PIB, ont été enregistrés en **Lituanie** (-0,2%), en **République tchèque** (-0,4%), en **Roumanie** (-0,7%) et à **Chypre** (-1,0%). Sept États membres ont affiché un déficit supérieur ou égal à 3% du PIB: la **Grèce** (-7,2%), l'**Espagne** (-5,1%), le **Portugal** et le **Royaume-Uni** (-4,4% chacun), la **France** (-3,5%), la **Croatie** (-3,2%) ainsi que la **Slovaquie** (-3,0%).

À la fin de l'année 2015, les plus faibles ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (9,7%), au **Luxembourg** (21,4%), en **Bulgarie** (26,7%), en **Lettonie** (36,4%) et en **Roumanie** (38,4%). Dix-sept États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB, les plus élevés ayant été enregistrés en **Grèce** (176,9%), en **Italie** (132,7%), au **Portugal** (129,0%), à **Chypre** (108,9%) et en **Belgique** (106,0%).

En 2015, les dépenses publiques dans la **zone euro** ont représenté 48,6% du PIB et les recettes publiques 46,6%. Dans l'**UE28**, elles ont été respectivement de 47,4% et 45,0% du PIB. Entre 2014 et 2015, le ratio des dépenses publiques ainsi que celui des recettes publiques ont baissé dans les deux zones.

## Réerves sur les données déclarées

**Belgique:** Eurostat **formule une réserve** sur la qualité des données reportées par la Belgique s'agissant de la classification sectorielle des hôpitaux. Eurostat considère que, conformément au SEC 2010, les hôpitaux sous contrôle public en Belgique doivent être classés au sein du gouvernement, ce qui n'est actuellement pas le cas. Une prochaine reclassification devrait entraîner une hausse limitée de la dette publique.

**France:** Eurostat **formule une réserve** sur la qualité des données reportées par la France sur deux points. Premièrement, la classification sectorielle du Fonds de garantie des Dépôts et de Résolution - FGDR) en 2015 qui conduira très probablement à une hausse limitée de la dette publique et à une baisse limitée du déficit public. Deuxièmement, l'enregistrement des coûts de règlement liés à la restructuration d'instruments de dette complexes entreprise par les collectivités locales qui conduira très probablement à une hausse limitée du déficit public pour l'année 2015.

**Hongrie:** Eurostat **formule une réserve** sur la qualité des données reportées par la Hongrie s'agissant de la classification sectorielle d'Eximbank (Hungarian Export-Import Bank Plc). Eximbank doit être reclassée au sein du secteur des administrations publiques, ce qui entraînera une hausse de la dette publique.

Eurostat, en coopération avec les autorités statistiques de ces pays, va clarifier ces points et évaluera leurs impacts dans les prochains mois.

**Autriche:** Eurostat **lève la réserve** sur la qualité des données telle que formulée dans le communiqué de presse d'Eurostat du 21 octobre 2015.

## Modification par Eurostat de données déclarées

Eurostat n'a apporté aucune modification aux données transmises par les États membres.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

**Tim ALLEN**

Tél: +352-4301-33 444

[eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)



**Demandes média:** Eurostat media support

Tél: +352-4301-33 408

[eurostat-mediasupport@ec.europa.eu](mailto:eurostat-mediasupport@ec.europa.eu)



[ec.europa.eu/eurostat/](http://ec.europa.eu/eurostat/)



[@EU\\_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

## Informations géographiques

**Zone euro (ZE19):** Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut la Lettonie et la Lituanie sur l'ensemble de la période, bien que la Lettonie ait rejoint la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et la Lituanie le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Jusqu'au 30 juin 2013, l'Union européenne (UE27) comprenait 27 États membres. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'**Union européenne (UE28)** comprend également la Croatie. Dans le tableau ci-joint, les données se réfèrent à l'UE28 uniquement pour toutes les années.

## Méthodes et définitions

Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, Eurostat publie, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données du déficit et de la dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs.

Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le **déficit (respectivement l'excédent) public** est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen des Comptes, SEC 2010). La **dette publique** (communément appelée dette de Maastricht ou dette PDE) est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).

- Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE28: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euros sont les suivants:
  - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen;
  - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
- Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour la Lettonie et la Lituanie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euros en utilisant le taux de change irrévocable.

Les **dépenses et les recettes publiques** sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC 2010. Elles couvrent les transactions non financières des administrations publiques et incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement (UE) 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 sur le système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne.

## **Prêts intergouvernementaux**

Afin de consolider de façon appropriée la dette des administrations publiques dans les agrégats européens et de fournir cette information aux utilisateurs, Eurostat collecte et publie des données sur les prêts gouvernementaux aux autres États de l'UE, y compris ceux effectués via la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF). Pour les années 2012 à 2015, les données sur les prêts intergouvernementaux se réfèrent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

## **Évaluation des instruments de la dette**

Eurostat examine actuellement, en coopération avec les États membres, la valorisation de certains instruments de dette, tels que les certificats non-négociables d'épargne et de trésorerie, dans le cadre de la PDE. Cela pourrait entraîner une hausse future de la dette publique dans certains États membres du fait de l'intégration des intérêts accumulés au sein de ces instruments.

## **Réserves et modifications**

Le terme de "**réserves**" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.

Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, la Commission (Eurostat) peut **modifier** les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).

## Révisions et calendrier

Dans la précédente publication des données pour la procédure de déficits excessifs, le déficit public 2014 s'établissait à 2,6% du PIB pour la ZE19 et à 3,0% du PIB pour l'UE28. La dette publique était respectivement de 92,1% et 86,8% du PIB. Voir le communiqué de presse [186/2015](#) du 21 octobre 2015.

## Plus d'informations

Pour de plus amples informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, merci de consulter la publication d'Eurostat (en anglais) "[Manual on government deficit and debt – Implementation of ESA 2010](#)".

## **Note d'information et tableaux complémentaires sur les interventions publiques visant à soutenir les institutions financières:**

Eurostat publie, sur son site internet, des [tableaux complémentaires](#) par État membre.

Eurostat publie également une [note d'information](#) qui fournit de plus amples renseignements sur le contenu de ces tableaux complémentaires, ainsi que des tableaux synthétiques pour l'UE et la zone euro. Le tableau 2 de la note d'information présente des données, pour 2014 et 2015, sur le déficit/excédent public excluant l'impact des interventions publiques visant à soutenir les institutions financières. Il convient de noter que cette mesure ajustée du déficit/excédent public est uniquement destinée à améliorer la présentation des données pour les utilisateurs.

**Stock des passifs sur les crédits commerciaux et les avances:** Eurostat publie sur son site internet, comme information complémentaire sur les passifs des administrations publiques, des [données sur les crédits commerciaux et les avances](#), telles que déclarées par les États membres pour les années 2012 à 2015.

Il faut rappeler que, conformément au règlement du Conseil (CE) 479/2009, les engagements des administrations publiques relatifs à des crédits commerciaux et avances ne font pas partie de la dette PDE.

**Ajustement flux-stock:** Eurostat publie également une note sur [l'ajustement flux-stock](#) qui présente la contribution du déficit/excédent et les autres facteurs pertinents influant sur la variation du niveau de la dette.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la [section consacrée aux statistiques des finances publique et pour la PDE](#), des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques.

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2012	2013	2014	2015
<b>Belgique</b>					
PIB pm	(millions euro)	387 419	392 699	400 643	409 768
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-16 305	-11 898	-12 325	-10 659
	(% du PIB)	-4,2	-3,0	-3,1	-2,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,8	55,6	55,1	53,9
Recettes publiques	(% du PIB)	51,6	52,6	52,0	51,3
Dette publique	(millions euro)	403 392	413 040	426 707	434 186
	(% du PIB)	104,1	105,2	106,5	106,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	7 198	8 600	8 956	8 547
	(% du PIB)	1,9	2,2	2,2	2,1
<b>Bulgarie</b>					
PIB pm	(millions BGN)	81 544	81 971	83 612	86 373
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	-253	-328	-4 553	-1 774
	(% du PIB)	-0,3	-0,4	-5,4	-2,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,7	37,6	42,1	40,2
Recettes publiques	(% du PIB)	34,4	37,2	36,6	38,2
Dette publique	(millions BGN)	13 700	13 977	22 560	23 027
	(% du PIB)	16,8	17,1	27,0	26,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions BGN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>République tchèque</b>					
PIB pm	(millions CZK)	4 041 610	4 077 109	4 260 886	4 472 324
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-159 552	-51 129	-83 063	-18 682
	(% du PIB)	-3,9	-1,3	-1,9	-0,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,7	42,8	42,8	42,6
Recettes publiques	(% du PIB)	40,7	41,6	40,8	42,2
Dette publique	(millions CZK)	1 805 429	1 840 412	1 819 098	1 836 166
	(% du PIB)	44,7	45,1	42,7	41,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions CZK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Danemark</b>					
PIB pm	(millions DKK)	1 882 625	1 903 520	1 942 584	1 985 838
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-66 145	-20 357	28 494	-41 077
	(% du PIB)	-3,5	-1,1	1,5	-2,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	58,3	56,5	56,0	55,7
Recettes publiques	(% du PIB)	54,8	55,5	57,4	53,6
Dette publique	(millions DKK)	850 746	849 938	869 600	797 722
	(% du PIB)	45,2	44,7	44,8	40,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions DKK)	1 500	2 984	2 977	2 985
	(% du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,2
<b>Allemagne</b>					
PIB pm	(millions euro)	2 754 860	2 820 820	2 915 650	3 025 900
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 740	-3 825	8 352	21 204
	(% du PIB)	-0,1	-0,1	0,3	0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,5	44,5	44,3	43,9
Recettes publiques	(% du PIB)	44,4	44,4	44,6	44,6
Dette publique	(millions euro)	2 193 258	2 177 830	2 177 735	2 152 943
	(% du PIB)	79,6	77,2	74,7	71,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	56 091	67 024	69 804	66 764
	(% du PIB)	2,0	2,4	2,4	2,2

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2012	2013	2014	2015
<b>Estonie</b>					
PIB pm	(millions euro)	18 006	19 015	19 963	20 461
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-46	-32	153	91
	(% du PIB)	-0,3	-0,2	0,8	0,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	39,1	38,3	38,0	39,5
Recettes publiques	(% du PIB)	38,8	38,1	38,7	40,0
Dette publique	(millions euro)	1 713	1 889	2 070	1 993
	(% du PIB)	9,5	9,9	10,4	9,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	355	458	485	455
	(% du PIB)	2,0	2,4	2,4	2,2
<b>Irlande</b>					
PIB pm	(millions euro)	174 845	179 448	189 046	214 623
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-14 014	-10 193	-7 195	-4 936
	(% du PIB)	-8,0	-5,7	-3,8	-2,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,8	39,7	38,6	35,1
Recettes publiques	(% du PIB)	33,8	34,0	34,8	32,8
Dette publique	(millions euro)	209 986	215 298	203 295	201 266
	(% du PIB)	120,1	120,0	107,5	93,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	347	347	347	347
	(% du PIB)	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Grèce</b>					
PIB pm	(millions euro)	191 204	180 389	177 559	176 023
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-16 870	-23 503	-6 476	-12 757
	(% du PIB)	-8,8	-13,0	-3,6	-7,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,3	62,1	50,7	55,3
Recettes publiques	(% du PIB)	46,4	49,1	47,0	48,1
Dette publique	(millions euro)	305 094	320 510	319 718	311 452
	(% du PIB)	159,6	177,7	180,1	176,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Espagne</b>					
PIB pm	(millions euro)	1 042 872	1 031 272	1 041 160	1 081 190
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-108 903	-71 241	-61 319	-54 965
	(% du PIB)	-10,4	-6,9	-5,9	-5,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,0	45,1	44,5	43,3
Recettes publiques	(% du PIB)	37,5	38,2	38,6	38,2
Dette publique	(millions euro)	890 726	966 041	1 033 738	1 072 183
	(% du PIB)	85,4	93,7	99,3	99,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	24 542	29 351	30 575	29 181
	(% du PIB)	2,4	2,8	2,9	2,7
<b>France</b>					
PIB pm	(millions euro)	2 086 929	2 115 256	2 139 964	2 190 122
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-100 448	-85 376	-84 846	-77 427
	(% du PIB)	-4,8	-4,0	-4,0	-3,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,8	57,0	57,3	56,8
Recettes publiques	(% du PIB)	52,0	52,9	53,4	53,2
Dette publique	(millions euro)	1 869 678	1 954 539	2 040 460	2 097 103
	(% du PIB)	89,6	92,4	95,4	95,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	42 030	50 266	52 362	49 976
	(% du PIB)	2,0	2,4	2,4	2,3

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2012	2013	2014	2015
<b>Croatie</b>					
PIB pm	(millions HRK)	330 456	329 571	328 431	334 219
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HRK)	-17 549	-17 446	-18 078	-10 706
	(% du PIB)	-5,3	-5,3	-5,5	-3,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,0	47,8	48,1	46,9
Recettes publiques	(% du PIB)	41,7	42,5	42,6	43,7
Dette publique	(millions HRK)	233 558	270 857	284 184	289 669
	(% du PIB)	70,7	82,2	86,5	86,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions HRK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Italie</b>					
PIB pm	(millions euro)	1 613 265	1 604 478	1 611 884	1 636 372
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-47 538	-46 959	-48 936	-42 388
	(% du PIB)	-2,9	-2,9	-3,0	-2,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,8	51,0	51,2	50,5
Recettes publiques	(% du PIB)	47,8	48,1	48,2	47,9
Dette publique	(millions euro)	1 989 781	2 069 847	2 136 204	2 171 671
	(% du PIB)	123,3	129,0	132,5	132,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	36 932	44 156	45 998	43 901
	(% du PIB)	2,3	2,8	2,9	2,7
<b>Chypre</b>					
PIB pm	(millions euro)	19 469	18 065	17 394	17 421
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 130	-891	-1 543	-180
	(% du PIB)	-5,8	-4,9	-8,9	-1,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,9	41,4	48,7	40,1
Recettes publiques	(% du PIB)	36,1	36,5	39,8	39,0
Dette publique	(millions euro)	15 431	18 519	18 819	18 964
	(% du PIB)	79,3	102,5	108,2	108,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	405	393	362	339
	(% du PIB)	2,1	2,2	2,1	1,9
<b>Lettonie</b>					
PIB pm	(millions euro)	21 811	22 763	23 581	24 378
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-179	-203	-366	-306
	(% du PIB)	-0,8	-0,9	-1,6	-1,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	37,2	37,0	37,5	37,2
Recettes publiques	(% du PIB)	36,4	36,1	35,9	35,9
Dette publique	(millions euro)	9 020	8 893	9 616	8 872
	(% du PIB)	41,4	39,1	40,8	36,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Lituanie</b>					
PIB pm	(millions euro)	33 335	34 962	36 444	37 190
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 049	-917	-251	-78
	(% du PIB)	-3,1	-2,6	-0,7	-0,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,1	35,6	34,8	35,1
Recettes publiques	(% du PIB)	33,0	32,9	34,1	34,9
Dette publique	(millions euro)	13 264	13 550	14 825	15 882
	(% du PIB)	39,8	38,8	40,7	42,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2012	2013	2014	2015
<b>Luxembourg</b>					
PIB pm	(millions euro)	43 574	46 541	48 897	52 113
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	115	363	834	648
	(% du PIB)	0,3	0,8	1,7	1,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,6	43,2	42,4	41,5
Recettes publiques	(% du PIB)	44,8	44,0	44,1	42,8
Dette publique	(millions euro)	9 581	10 860	11 209	11 174
	(% du PIB)	22,0	23,3	22,9	21,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	516	617	643	614
	(% du PIB)	1,2	1,3	1,3	1,2
<b>Hongrie</b>					
PIB pm	(millions HUF)	28 627 889	30 065 005	32 179 666	33 711 840
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-662 283	-782 704	-739 363	-679 693
	(% du PIB)	-2,3	-2,6	-2,3	-2,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	49,6	49,8	50,7
Recettes publiques	(% du PIB)	46,3	47,0	47,5	48,7
Dette publique	(millions HUF)	22 414 051	23 076 245	24 514 179	25 393 925
	(% du PIB)	78,3	76,8	76,2	75,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions HUF)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Malte</b>					
PIB pm	(millions euro)	7 218	7 650	8 084	8 796
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-256	-198	-163	-129
	(% du PIB)	-3,5	-2,6	-2,0	-1,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,4	42,0	43,2	43,3
Recettes publiques	(% du PIB)	38,9	39,4	41,2	41,9
Dette publique	(millions euro)	4 872	5 245	5 422	5 621
	(% du PIB)	67,5	68,6	67,1	63,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	187	223	232	222
	(% du PIB)	2,6	2,9	2,9	2,5
<b>Pays-Bas</b>					
PIB pm	(millions euro)	645 164	650 857	662 770	678 572
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-25 064	-15 537	-15 618	-12 433
	(% du PIB)	-3,9	-2,4	-2,4	-1,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,1	46,4	46,2	44,9
Recettes publiques	(% du PIB)	43,2	44,0	43,9	43,0
Dette publique	(millions euro)	428 591	442 197	452 056	441 664
	(% du PIB)	66,4	67,9	68,2	65,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	11 791	14 096	14 684	14 015
	(% du PIB)	1,8	2,2	2,2	2,1
<b>Autriche</b>					
PIB pm	(millions euro)	317 056	322 878	329 296	337 162
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-6 879	-4 235	-8 900	-3 885
	(% du PIB)	-2,2	-1,3	-2,7	-1,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,1	50,8	52,6	51,7
Recettes publiques	(% du PIB)	48,9	49,5	49,9	50,6
Dette publique	(millions euro)	258 795	260 882	277 444	290 716
	(% du PIB)	81,6	80,8	84,3	86,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	5 741	6 863	7 149	8 053
	(% du PIB)	1,8	2,1	2,2	2,4

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2012	2013	2014	2015
<b>Pologne</b>					
PIB pm	(millions PLN)	1 628 992	1 656 341	1 719 146	1 789 696
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-60 159	-66 697	-56 958	-46 666
	(% du PIB)	-3,7	-4,0	-3,3	-2,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,6	42,4	42,2	41,5
Recettes publiques	(% du PIB)	38,9	38,4	38,9	38,9
Dette publique	(millions PLN)	879 332	927 032	867 921	917 772
	(% du PIB)	54,0	56,0	50,5	51,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions PLN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Portugal</b>					
PIB pm	(millions euro)	168 398	170 269	173 446	179 379
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-9 529	-8 245	-12 446	-7 893
	(% du PIB)	-5,7	-4,8	-7,2	-4,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,5	49,9	51,7	48,3
Recettes publiques	(% du PIB)	42,9	45,1	44,5	43,9
Dette publique	(millions euro)	212 529	219 649	225 767	231 345
	(% du PIB)	126,2	129,0	130,2	129,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 119	1 119	1 119	1 119
	(% du PIB)	0,7	0,7	0,6	0,6
<b>Roumanie</b>					
PIB pm	(millions RON)	595 367	637 456	667 577	712 832
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-21 971	-13 438	-5 802	-5 288
	(% du PIB)	-3,7	-2,1	-0,9	-0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	37,1	35,2	34,3	35,5
Recettes publiques	(% du PIB)	33,4	33,1	33,5	34,8
Dette publique	(millions RON)	222 873	242 332	265 823	273 895
	(% du PIB)	37,4	38,0	39,8	38,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions RON)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Slovénie</b>					
PIB pm	(millions euro)	35 988	35 907	37 303	38 543
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 474	-5 395	-1 855	-1 131
	(% du PIB)	-4,1	-15,0	-5,0	-2,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	60,3	49,9	48,0
Recettes publiques	(% du PIB)	44,5	45,2	44,9	45,1
Dette publique	(millions euro)	19 404	25 505	30 199	32 070
	(% du PIB)	53,9	71,0	81,0	83,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	972	1 162	1 210	1 155
	(% du PIB)	2,7	3,2	3,2	3,0
<b>Slovaquie</b>					
PIB pm	(millions euro)	72 420	73 835	75 560	78 071
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 120	-1 991	-2 036	-2 318
	(% du PIB)	-4,3	-2,7	-2,7	-3,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	40,5	41,3	41,9	45,6
Recettes publiques	(% du PIB)	36,2	38,6	39,2	42,7
Dette publique	(millions euro)	37 926	40 600	40 725	41 306
	(% du PIB)	52,4	55,0	53,9	52,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 494	1 895	1 997	1 881
	(% du PIB)	2,1	2,6	2,6	2,4



## PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
<b>Finlande</b>					
PIB pm	(millions euro)	199 793	203 338	205 268	207 220
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-4 362	-5 315	-6 546	-5 696
	(% du PIB)	-2,2	-2,6	-3,2	-2,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,2	57,5	58,1	58,3
Recettes publiques	(% du PIB)	54,0	54,9	54,9	55,5
Dette publique	(millions euro)	105 788	112 797	121 783	130 746
	(% du PIB)	52,9	55,5	59,3	63,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	3 708	4 432	4 617	4 407
	(% du PIB)	1,9	2,2	2,2	2,1
<b>Suède</b>					
PIB pm	(millions SEK)	3 684 800	3 769 909	3 918 199	4 155 155
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-34 283	-51 535	-61 477	-44
	(% du PIB)	-0,9	-1,4	-1,6	0,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,7	52,4	51,7	50,4
Recettes publiques	(% du PIB)	50,7	51,0	50,2	50,4
Dette publique	(millions SEK)	1 369 780	1 499 345	1 754 627	1 804 749
	(% du PIB)	37,2	39,8	44,8	43,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions SEK)	2 575	5 321	5 657	5 519
	(% du PIB)	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Royaume-Uni*</b>					
PIB pm	(millions GBP)	1 665 213	1 734 949	1 817 234	1 864 640
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-137 547	-97 544	-102 181	-82 221
	(% du PIB)	-8,3	-5,6	-5,6	-4,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,8	45,0	43,9	43,2
Recettes publiques	(% du PIB)	38,5	39,3	38,3	38,8
Dette publique	(millions GBP)	1 420 731	1 495 939	1 602 191	1 662 984
	(% du PIB)	85,3	86,2	88,2	89,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions GBP)	2 016	3 226	3 226	3 226
	(% du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,2
<i>Année budgétaire (ab)</i>		<b>2012/2013</b>	<b>2013/2014</b>	<b>2014/2015</b>	<b>2015/2016</b>
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 678 863</i>	<i>1 756 151</i>	<i>1 831 805</i>	<i>1 875 606</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-125 399</i>	<i>-103 260</i>	<i>-91 117</i>	<i>-73 153</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>-7,5</i>	<i>-5,9</i>	<i>-5,0</i>	<i>-3,9</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 420 755</i>	<i>1 521 377</i>	<i>1 601 284</i>	<i>1 672 581</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>84,6</i>	<i>86,6</i>	<i>87,4</i>	<i>89,2</i>
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	<i>(millions GBP)</i>	<i>2 420</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>

\* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1<sup>er</sup> avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Les données du PIB utilisées ne sont pas corrigées des variations saisonnières. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

## Principales révisions entre la notification d'octobre 2015 et celle d'avril 2016

Des explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les révisions les plus importantes du déficit et de la dette des années 2012 à 2014, intervenues entre les notifications d'octobre 2015 et d'avril 2016, ainsi que pour celles du PIB.

### Déficit

**Bulgarie:** la baisse du déficit des années 2012 et 2013 est principalement due à la reclassification du Fonds d'assurance-dépôts au sein du gouvernement. La baisse pour l'année 2014 est en grande partie liée à une mise à jour de données sources relatives aux impôts sur les revenus des sociétés ainsi qu'à l'amélioration des délais d'enregistrement des contributions sociales.

**Danemark:** la baisse du déficit de l'année 2013 est due à une mise à jour de données fiscales et de données sources sur les unités extrabudgétaires.

**Grèce:** la hausse du déficit des années 2013 est due à une modification de l'enregistrement des projets de concession relatifs à la construction d'autoroutes, inscrits dans le bilan de l'administration publique à la suite d'un amendement dans les contrats de concession.

**Luxembourg:** la hausse de l'excédent de l'année 2014 est principalement due à une mise à jour de données fiscales.

**Hongrie:** la baisse du déficit de l'année 2014 est principalement due à la réaffectation sur l'année 2014 de certaines recettes issues des impôts sur les revenus des sociétés.

**Roumanie:** la révision du déficit pour les années 2012 à 2014 est principalement due à une modification du moment d'enregistrement des licences UMTS et du traitement des permis de pollution, ainsi que, dans une moindre mesure, à la reclassification d'unités.

### Dette

**Bulgarie:** la baisse de la dette des années 2012 et 2013 est due à la reclassification du Fonds d'assurance-dépôts au sein du secteur public.

**Grèce:** la hausse de la dette des années 2013 et 2014 est principalement due à une modification de l'enregistrement des projets de concession relatifs à la construction d'autoroutes, inscrits dans le bilan de l'administration publique à la suite d'un amendement dans les contrats de concession. La hausse de la dette pour 2014 est également due à la reclassification d'une entité au sein du secteur public et à l'opération de titrisation associée effectuée par cette dernière.

**Croatie:** la hausse de la dette pour les années 2012 à 2014 est principalement due à l'enregistrement, dans le bilan de l'administration publique, d'actifs liés à un contrat de concession pour la construction d'autoroutes.

**Slovaquie:** la hausse de la dette pour les années 2012 à 2014 est due à la reclassification d'une compagnie de transport ferroviaire de passagers au sein de secteur des administrations publiques.

### PIB

Par rapport à celui notifié en octobre 2015, le PIB pour les années 2012 à 2014 notifié en avril 2016 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par quelques États membres. Le Danemark et Malte ont effectué des révisions supérieures à 1% du PIB pour certaines années. Les variations du PIB affectent, par un effet de dénominateur, les ratios de déficit et de dette.

**Révisions des ratios de déficit/excédent et de dette des administrations publiques - en pp de PIB**  
entre la notification d'octobre 2015 et celle d'avril 2016

		Déficit/excédent*			Dette**		
		2012	2013	2014	2012	2013	2014
Belgique	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bulgarie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,3	0,4	0,3	-0,8	-0,9	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rép. tchèque	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,4	-0,5
Allemagne	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Estonie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,6	-0,1	0,1	0,7	1,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,3
Croatie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	0,1	1,4	1,4	1,4
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
Chypre	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lettonie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Lituanie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

\* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

\*\* Révisions des ratios de dette: un signe positif correspond à une augmentation de la dette publique rapportée au PIB, un signe négatif correspond à une diminution.

**Révisions des ratios de déficit/excédent et de dette des administrations publiques - en pp de PIB**  
entre la notification d'octobre 2015 et celle d'avril 2016

		Déficit/excédent*			Dette**		
		2012	2013	2014	2012	2013	2014
Luxembourg	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,1	0,3	-0,1	-0,1	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Hongrie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-1,1	-1,2
Pays-Bas	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Slovénie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	0,1	0,4	0,4	0,4
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0
Suède	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
UE28	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
ZE19	<b>Révision des ratios de déficit/excédent et de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1

\* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

\*\* Révisions des ratios de dette: un signe positif correspond à une augmentation de la dette publique rapportée au PIB, un signe négatif correspond à une diminution.

## Annexe Dette publique trimestrielle

Cette annexe sur la dette publique brute trimestrielle contient des données relatives à la structure de l'encours de la dette par composante, dans la **zone euro** (ZE19) et l'**UE28**, pour le quatrième trimestre 2015, ainsi que les variations des ratios de dette publique par rapport au troisième trimestre 2015.

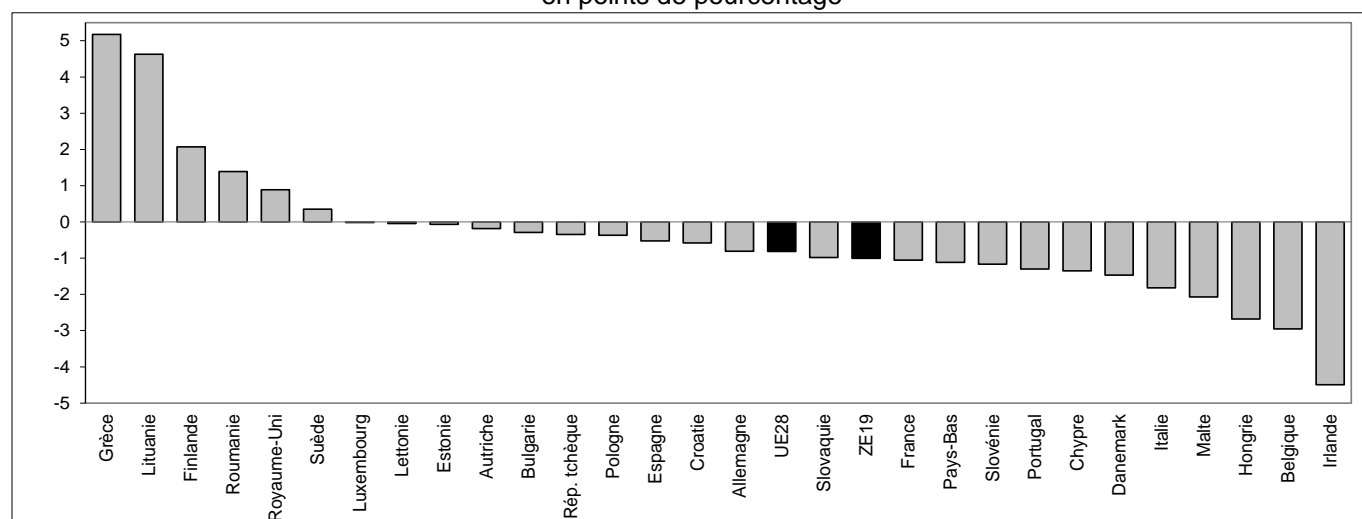
**Tableau 1: Structure de la dette publique trimestrielle, T4/2015 par rapport à T3/2015\***

			T3 2015	T4 2015
<b>ZE19</b>				
Dette publique		millions euros)	9 469 455	9 440 246
		(% du PIB)	91,7	90,7
Dont: Monnaies et dépôts		(millions euros)	287 488	290 629
		(% du total de la dette)	3,0	3,1
Titres autres qu'actions		(millions euros)	7 510 175	7 470 743
		(% du total de la dette)	79,3	79,1
Crédits		(millions euros)	1 671 793	1 678 875
		(% du total de la dette)	17,7	17,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux		(millions euros)	229 695	230 975
		(% du PIB)	2,2	2,2
<b>UE28</b>				
Dette publique		millions euros)	12 453 452	12 477 670
		(% du PIB)	86,0	85,2
Dont: Monnaies et dépôts		(millions euros)	511 534	513 003
		(% du total de la dette)	4,1	4,1
Titres autres qu'actions		(millions euros)	10 071 970	10 083 802
		(% du total de la dette)	80,9	80,8
Crédits		(millions euros)	1 869 950	1 880 867
		(% du total de la dette)	15,0	15,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux		(millions euros)	235 060	236 371
		(% du PIB)	1,6	1,6

\* Les données trimestrielles du PIB pour l'UE28 et la ZE19 ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes.

Entre la fin du troisième trimestre 2015 et la fin du quatrième trimestre 2015, le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué dans la **zone euro** (ZE19), passant de 91,7% à 90,7% du PIB. Dans l'**UE28**, le ratio a également diminué, passant de 86,0% du PIB à la fin du troisième trimestre 2015 à 85,2% du PIB à la fin du quatrième trimestre 2015.

**Graphique 1: Variations du ratio de la dette publique par rapport au PIB\*, T4/2015 par rapport à T3/2015**  
en points de pourcentage



\* Les données trimestrielles du PIB pour l'UE28, la ZE19, la France et la Roumanie ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes.

Par rapport au troisième trimestre 2015, six États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du quatrième trimestre 2015, et vingt autres une baisse. Le ratio est resté inchangé en **Lettonie** et au **Luxembourg**. Les plus fortes hausses du ratio ont été enregistrées en **Grèce** (+5,2 points de pourcentage - pp) ainsi qu'en **Lituanie** (+4,6 pp), et les baisses les plus marquées en **Irlande** (-4,5 pp), en **Belgique** (-3,0 pp) et en **Hongrie** (-2,7 pp).

**Tableau 2: Dette publique brute trimestrielle des États membres**

		en millions de monnaie nationale		en % du PIB		Différence en pp du PIB, T4/2015 par rapport à T3/2015
		T3 2015	T4 2015	T3 2015	T4 2015	
<b>Belgique</b>	euro	443 077	434 186	108,9	106,0	-3,0
<b>Bulgarie</b>	BGN	23 199	23 027	27,0	26,7	-0,3
<b>Rép. tchèque</b>	CZK	1 829 039	1 836 166	41,4	41,1	-0,3
<b>Danemark</b>	DKK	825 363	797 722	41,6	40,2	-1,5
<b>Allemagne</b>	euro	2 154 069	2 152 943	72,0	71,2	-0,8
<b>Estonie</b>	euro	1 996	1 993	9,8	9,7	-0,1
<b>Irlande</b>	euro	203 875	201 266	98,3	93,8	-4,5
<b>Grèce</b>	euro	303 143	311 452	171,8	176,9	5,2
<b>Espagne</b>	euro	1 067 252	1 072 183	99,7	99,2	-0,5
<b>France*</b>	euro	2 105 917	2 097 103	96,8	95,8	-1,1
<b>Croatie**</b>	HRK	290 327	289 669	87,3	86,7	-0,6
<b>Italie</b>	euro	2 192 363	2 171 671	134,5	132,7	-1,8
<b>Chypre</b>	euro	19 166	18 964	110,2	108,9	-1,3
<b>Lettonie</b>	euro	8 834	8 872	36,4	36,4	0,0
<b>Lituanie</b>	euro	14 075	15 882	38,1	42,7	4,6
<b>Luxembourg</b>	euro	11 105	11 174	21,5	21,4	0,0
<b>Hongrie</b>	HUF	25 911 809	25 393 925	78,0	75,3	-2,7
<b>Malte</b>	euro	5 685	5 621	66,0	63,9	-2,1
<b>Pays-Bas</b>	euro	447 231	441 664	66,2	65,1	-1,1
<b>Autriche</b>	euro	289 514	290 716	86,4	86,2	-0,2
<b>Pologne</b>	PLN	910 020	917 772	51,6	51,3	-0,4
<b>Portugal</b>	euro	231 901	231 345	130,3	129,0	-1,3
<b>Roumanie*</b>	RON	259 223	273 895	37,0	38,4	1,4
<b>Slovénie</b>	euro	32 173	32 070	84,4	83,2	-1,2
<b>Slovaquie</b>	euro	41 635	41 306	53,9	52,9	-1,0
<b>Finlande</b>	euro	126 072	130 746	61,0	63,1	2,1
<b>Suède</b>	SEK	1 761 360	1 804 749	43,1	43,4	0,4
<b>Royaume-Uni</b>	GBP	1 638 528	1 662 984	88,3	89,2	0,9
<b>Belgique</b>	NOK	968 466	992 005	30,7	31,6	0,9

\* Les données trimestrielles du PIB pour la France et la Roumanie ont été étalonnées par Eurostat d'après leurs données annuelles du PIB les plus récentes.

\*\* Données provisoires

Des données complémentaires seront disponibles le 22 avril 2016 dans la publication relative aux statistiques trimestrielles sur les finances publiques:

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/government-finance-statistics/data>